MALI-BURKINA FASO-NIGER

Chaque mois, des chercheur·ses spécialistes du Sahel livrent leurs réflexions, leurs éclairages, leurs amusements, leurs colères ou leurs opinions sur la région. Aujourd'hui, le point de vue de Bokar Sangaré, doctorant en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles.

IDÉES/

En Afrique de l'Ouest, cachez cette démocratie qu'on ne saurait voir

L'essai du journaliste Ousmane Ndiaye, «l'Afrique contre la démocratie», percute le discours en vogue sur le continent du «relativisme démocratique», qui profite surtout aux juntes militaires.

Mali, 1994. Deux ans après avoir remis les clés de l'Etat aux civils après les premières élections pluralistes de l'histoire du pays, le lieutenant-colonel putschiste Amadou Toumani Touré décrit la démocratie comme un concept *«importé», un «phénomène de mode, un modèle occidental, prêt à emporter»*, auquel il dit préférer *«des systèmes politiques qui ont fait leurs preuves jadis chez nous tels ceux des grands empires»*.
Ce discours reste à la pointe de la mode sur le continent trente ans plus tard. Son talon d'Achille : il est peu soucieux d'appréhender l'histoire de la démocratie en Afrique sur la longue durée et pèche par *«l'oubli que [ses] formes sont universelles et plurielles»*. C'est la thèse forte – et tout aussi polémique – de *l'Afrique contre la démocratie. Mythes, déni et péril*, ouvrage du journaliste Ousmane Ndiaye, qui a tout d'un coup de bélier dans les idées reçues.
En Afrique de l'Ouest, en tout cas, il ne fait pas de doute que la démocratie a mauvaise presse et est devenue le bouc émissaire de tous les échecs en matière de gouvernance, ouvrant ainsi un boulevard au «relativisme démocratique». Dont les régimes à direction militaire, qui ont confisqué le pouvoir et pris un virage liberticide au nom du souverainisme et de la lutte anti-impérialiste, font leur miel.
Jouant sur du velours, les militaires ont alimenté la défiance vis-à-vis des civils, relève Ousmane Ndiaye en décortiquant l'avancée du pouvoir kaki en Afrique. Les putschistes ont réussi à faire oublier une longue histoire d'interventionnisme militaire dans la sphère politique de ces pays, voire l'interpénétration des champs politiques et militaires. A la tête du Mali depuis 2021, le général Assimi Goïta vient de s'offrir le 10 juillet un mandat de cinq ans sans élection, *«renouvelable autant que nécessaire»* et *«jusqu'à la pacification du pays»*.
Au Togo, Faure Gnassingbé, président depuis vingt ans, vient de contourner la Constitution en organisant une *«alternance fictive»* (en faisant du poste du président de la République un poste honorifique, et en occupant à la place celui de président du Conseil des ministres, qui concentre tous les pouvoirs).
La force de *l'Afrique contre la démocratie*, essai politique courageux, repose notamment sur les jalons personnels que place Ousmane Ndiaye, à travers des événements qu'il a vécus en tant que journaliste (le printemps tunisien, avant que le pays ne bascule entre les mains de l'autocrate Kaïs Saïed ; la descente aux enfers du Mali à partir de 2012). Son parcours a accompagné la montée du populisme aux relents militaristes, et l'enracinement de cette théorie de la dictature éclairée.
En invitant à historiciser la démocratie, Ndiaye renverse le récit en vogue de son adaptation aux «valeurs africaines», dont les tenants reprennent l'idée immuable d'une Afrique éternelle *«qui n'est pas entrée dans l'histoire»* – le discours de Dakar de Nicolas Sarkozy, en 2007.
Le livre offre l'avantage de retrouver la nuance et la complexité qui manquent aux débats sur ces questions. Sans faire de quartier, il met le doigt sur les promesses non tenues des conférences nationales, qui ont consacré l'ouverture au multipartisme des années 1990 en Afrique de l'Ouest ; les coups d'Etat constitutionnels ; la réduction de la démocratie au seul processus électoral ; l'échec des opposants historiques.... Autant d'éléments décisifs dans la désaffection actuelle pour la démocratie.
Selon l'auteur, ces causes internes sont bien plus structurantes que les ingérences extérieures, qui ont imposé «au bazooka» de nouveaux régimes, comme en Côte-d'Ivoire ou en Libye.
Ce *«renoncement à l'idéal démocratique»*, est aujourd'hui porté par des figures numériques dont certaines – à l'image des influenceurs Kemi Seba ou Nathalie Yamb – se réclament du panafricanisme. Ce projet originellement destiné à lutter contre l'asservissement des peuples est aujourd'hui dévoyé au service d'*«entreprises liberticides»* par les néo-panafricanistes, qui opèrent sur le registre de *«l'affect et du complotisme»*.
Ce prisme a comme corollaire une forme d'occidentalo-centrisme à rebours, investi par des intellectuels qu'Ousmane Ndiaye considère comme le *«paravent intellectuel du déni démocratique»*. Il classe dans cette catégorie le romancier Boubacar Boris Diop, grand admirateur de l'autocrate rwandais Paul Kagame, ou l'altermondialiste malienne Aminata Dramane Traoré, en cheville avec le régime militaire d'Assimi Goïta, qui a dissous le conseil élu d'une commune bamakoise pour la nommer à sa tête.
En 2023, le général-président Mamadi Doumbouya, chef de la junte guinéenne, est allé jusqu'à instruire le procès de la démocratie à la tribune des Nations unies, évoquant un modèle de gouvernance *«qui a du mal à s'adapter à nos réalités, à nos coutumes»*.
Enréalité, les expériences politiques africaines sont très souvent parties de la contestation, et de la critique de la «tradition», comme le démontre l'historien malien Doulaye Konaté avec l'exemple de l'empereur du Mali médieval Soundiata Keïta, qui a émergé en rupture avec certaines «traditions», comme celle de l'esclavage.
En 2013 (1), l'anthropologue malien Moussa Sow (1953-2021) dressait un constat effroyable qui sonne aujourd'hui comme une prophétie : *«Faire de la reconquête des régions une priorité signifie pour certains écarter les "politiciens" et ménager un tête à tête «efficace et salvateur» entre la figure du patriarche tout-puissant et l'armée, étant posé que la politique – autrement dit la démocratie – est une occupation «féminine» ou un jeu puéril qu'on peut tolérer en temps de paix mais qu'on doit suspendre par temps de guerre.»*

(1) *Du coq à l'âne. Variations sur le thème de la démocratie par temps de crise politique de Moussa Sow*, Editions Tombouctou, 2013.

CHRONIQUES DU SAHEL

Par
BOKAR SANGARÉ

DR

Doctorant en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles.

SIGNÉ COCO